

## COUR ADMINISTRATIVE

**Numéro du rôle : 25957C**

Inscrit le 6 août 2009

---

### **Audience publique du 4 février 2010**

**Appel formé par  
l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg  
contre  
un jugement du tribunal administratif du 6 juillet 2009 (n° 23982 du rôle)  
dans un litige l'opposant  
à la société ... s.à r.l., ...  
en matière d'impôt sur le revenu des collectivités**

---

Vu l'acte d'appel, inscrit sous le numéro 25957C du rôle, déposé au greffe de la Cour administrative le 6 août 2009 par Madame le délégué du gouvernement Monique ADAMS pour compte de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, sur base d'un mandat lui conféré le 16 juillet 2009 par le ministre des Finances, dirigé contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 6 juillet 2009, déclarant fondé le recours en réformation introduit par la société à responsabilité limitée ... s.à r.l., établie et ayant son siège social à L-..., inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B .., représentée par ses gérants actuellement en fonctions, à l'encontre des bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités pour les années 2002 et 2003, émis respectivement le 25 janvier et le 1<sup>er</sup> février 2006 par le bureau d'imposition Sociétés . et réformant lesdits bulletins dans le sens que les pertes reportables déclarées par la société ... au titre des années 1995 et 1996 sont déductibles en tant que dépenses spéciales au sens de l'article 114 LIR, conformément aux motifs énoncés dans le corps dudit jugement ;

Vu le mémoire en réponse, intitulé « mémoire en réplique », déposé au greffe de la Cour administrative le 4 septembre 2009 par Maître Bernard FELTEN, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour compte de la société à responsabilité limitée ... s.à r.l. ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 14 octobre 2009 par Madame le délégué du gouvernement Monique ADAMS pour compte de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Madame le délégué du gouvernement Monique ADAMS et Maître Isabelle GIRAULT, en remplacement de Maître Bernard FELTEN, en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 15 décembre 2009.

-----

Dans ses déclarations pour l'impôt sur le revenu des collectivités et pour l'impôt commercial communal des années 2002 et 2003, déposées respectivement le 22 décembre 2003 et le 29 octobre 2004, la société à responsabilité limitée ... fit état au titre de dépenses spéciales de pertes d'exploitation reportables d'un montant de respectivement 174.265,36 € et 142.584,48 €.

Le bureau d'imposition Sociétés . de la section sociétés du service d'imposition de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « bureau d'imposition », émit en date du 25 janvier 2006 à l'égard de la société ... les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités, ainsi que les bulletins de l'impôt commercial communal pour les années 2001 et 2002.

Le 1<sup>er</sup> février 2006, le bureau d'imposition établit le bulletin de l'impôt sur le revenu des collectivités ainsi que le bulletin de l'impôt commercial communal pour l'année 2003.

Par lettre de son mandataire du 13 avril 2006, la société ... introduisit une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « directeur », contre les bulletins d'impôt des années 2001 à 2003, en se plaignant du fait que le bureau d'imposition n'avait pas admis le report des pertes subies par la société au titre des exercices 1995 et 1996.

Par décision du 31 mai 2006 (n° C 13307 du rôle), le directeur rejeta la réclamation de la société ... en ce qu'elle est dirigée contre le bulletin de l'impôt sur le revenu des collectivités de l'année 2001, comme irrecevable pour défaut d'intérêt dans la mesure où le montant de l'impôt sur le revenu des collectivités avait été fixé à zéro franc. Le directeur précisa dans la même décision que « *les réclamations contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités des années 2002 et 2003 [sont] disjointes pour être vidées séparément* ».

Aucune décision émanant du directeur n'étant cependant intervenue concernant les années 2002 et 2003, la société ... introduisit, par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 24 janvier 2008, un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation des bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités pour les années 2002 et 2003 précités.

A travers un jugement du 6 juillet 2009, le tribunal administratif reçut en la forme le recours principal en réformation et déclara le recours subsidiaire en annulation irrecevable. Quant au fond, il rejeta d'abord le moyen de la société ... tiré du défaut par le bureau d'imposition de l'avoir informé, préalablement à l'émission des bulletins litigieux, de son intention de refuser le report des pertes des années 1995 et 1996 au motif que la divergence mise en avant par la partie demanderesse, tant à travers sa réclamation qu'à travers son recours contentieux, ne provenait d'aucun ajout quelconque d'éléments ou de données par rapport à ceux produits à travers sa déclaration d'impôt, mais qu'elle s'analysait en une question d'application de la loi qui relève de la compétence du bureau d'imposition, seul appelé à appliquer les dispositions légales et à apprécier si les conditions légales d'application de certaines déductions y prévues, et notamment celles du report de pertes antérieures, sont réunies.

Concernant la prétention au fond de la société ... au report de ses pertes des exercices 1995 et 1996 et l'argumentation opposée par l'Etat que la condition légale d'identité ne se trouverait pas remplie dans le chef de la société ... au motif que celle-ci aurait subi, suite à sa reprise en 1998 par la société ..., des changements tels qu'elle ne serait plus la même sur base d'une appréciation économique des faits, l'opération s'analysant plutôt en un achat de manteau sociétaire (« *Mantelkauf* »), le tribunal dégagea de l'article 114 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en abrégé « LIR », que pour qu'une société puisse bénéficier du report en avant des pertes essuyées, il fallait notamment qu'il y ait identité entre la société qui a subi la perte et celle qui la reporte et que cette condition d'identité est, en vertu de l'article 162 LIR, également applicable aux collectivités. Ensuite, le tribunal retint que c'est le contribuable qui peut déduire comme dépense spéciale les pertes et qu'en présence d'une personne morale soumise à l'impôt sur le revenu des collectivités, c'est la personne morale qui est le contribuable assujetti à l'impôt. Il estima que l'article 114 LIR soulève partant la question de savoir si la vérification de l'identité de celui qui a subi la perte et de celui qui la reporte est à faire sur la base de critères juridiques ou sur la base de critères économiques.

Pour répondre à cette question, le tribunal rappela d'abord que les lois fiscales sont avant tout d'interprétation stricte, ceci dans le souci de garantir la sécurité juridique et que s'il existe un principe d'interprétation en droit fiscal qui veut que les faits et actes juridiques soient appréciés d'après leur réalité économique, il n'en demeurerait pas moins que lorsque le droit fiscal utilise des notions du droit des sociétés, comme en l'occurrence celle de la société à responsabilité limitée, il conviendrait d'interpréter cette notion dans le sens qu'elle a en droit des sociétés, à moins qu'il ne ressorte du texte même que le législateur ait voulu donner un autre sens à cette notion, en privilégiant notamment la situation économique par rapport aux formes juridiques. Ensuite, il considéra qu'il ne résulterait ni du libellé de l'article 114 LIR, ni de sa *ratio legis* que le législateur fiscal ait voulu subordonner le droit au report des pertes à l'existence d'une identité de l'entreprise d'après des critères économiques et que le droit au report des pertes de la collectivité serait uniquement conditionné par la qualité de société au sens du droit des sociétés, sans que la loi se réfère à d'autres critères tels que l'identité des associés ou les activités de la société. Il se référa encore à une solution semblable retenue par deux arrêts de la Cour suprême fiscale allemande (« *Bundesfinanzhof* ») du 29 octobre 1986 dans le sens que lorsque le droit fiscal se réfère aux situations de droit civil, il serait aussi lié par le droit civil.

En l'espèce, eu égard au caractère incontesté des pertes subies par la société ... au titre des années 1995 et 1996 et nonobstant les changements significatifs en 1998 dans la mesure où notamment l'intégralité du capital social de la société ... a été cédée à un associé unique, la société devenant ainsi une société à responsabilité limitée unipersonnelle, et où son objet social a été étendu pour permettre en dehors de l'activité de l'exploitation d'une brasserie avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques celle de travaux d'installation de chauffage, de ventilation et de climatisation, le tribunal retint que tous ces changements n'ont pas eu d'incidence sur la personnalité juridique de la société ... et décida qu'en l'espèce, la condition de l'article 114 (2) numéro 3 LIR est remplie et que partant les pertes reportées au titre des exercices 1995 et 1996 sont déductibles des bénéfices des exercices 2002 et 2003 en tant que dépenses spéciales au sens de l'article 114 LIR, et dans les limites prévues audit article, de sorte que les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités déferés étaient à réformer en ce sens.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 6 août 2009, l'Etat a régulièrement fait relever appel de ce jugement du 6 juillet 2009.

Il y a lieu de préciser liminairement que suite aux plaidoiries et à la prise en délibéré de l'affaire à l'audience du 15 décembre 2009, le mandataire de la société ... a adressé à la Cour le 24 décembre 2009 un courrier à travers lequel il a fourni à la Cour certaines précisions quant à certains volets de la plaidoirie du délégué du gouvernement. Dans la mesure cependant où ce courrier a été soumis après la prise en délibéré de l'affaire sans que la partie intimée n'ait été autorisée par la Cour à fournir un mémoire supplémentaire, celle-ci ne saurait en tenir compte.

A l'appui de son appel, l'Etat reproche aux premiers juges qu'en décidant que la vérification de l'identité de celui qui a subi la perte devrait être opérée non pas sur base de la réalité économique des faits, mais sur base exclusivement de critères juridiques, ils auraient fait une interprétation erronée de l'article 114 (2) n° 3 LIR et méconnu le principe fondamental de droit fiscal de l'appréciation d'après des critères économiques.

L'Etat rappelle que la société ..., constituée le 10 août 1994 avec l'objet d'exploiter une brasserie avec débit de boissons, aurait réalisé au cours des années 1995 et 1996 des pertes d'exploitations respectivement de 6.558.042 LUF et de 305.266 LUF et qu'elle aurait dû vendre son fonds de commerce durant l'année 1995, de manière à avoir perdu son objet social à partir de ce moment. Une assemblée générale des associés tenue le 29 décembre 1998 aurait consacré la transformation de la substance de la société ... au motif qu'à l'exception du nom de la société, tout aurait été modifié, à savoir les associés (cession intégrale des 500 parts), la forme juridique (s.à r.l. unipersonnelle), l'objet social et l'activité, le mode de cession des parts sociales, les personnes en charge de la gestion et le siège social. De la sorte, l'activité matérielle de cette société aurait été mutée en une activité purement financière et elle serait devenue une SOPARFI classique, de sorte que cette opération s'analyserait en une transformation complète de sa substance et en la création d'une nouvelle entité économique. Ces modifications démontreraient que le nouvel associé unique, la société anonyme ..., aurait tout simplement acquis la « carcasse » de la société ... avec les pertes accumulées par celle-ci au cours des années 1995 et 1996.

En droit, l'Etat se prévaut de l'autonomie du droit fiscal en tant que branche du droit public et de l'inapplicabilité en la matière en découlant du droit des sociétés, dominé par le principe de l'autonomie de la volonté privée et de la liberté contractuelle, le droit fiscal étant en particulier caractérisé par le principe de l'appréciation d'après des critères économiques, découlant du principe d'égalité devant l'impôt afin de lutter contre les évasions fiscales par des constructions juridiques artificielles et l'utilisation abusive des formes du droit privé. A l'instar d'autres dispositions légales, telles les §§ 5, 6 et 11 de la loi d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934, dite « Steueranpassungsgesetz » (StAnpG), l'article 114 (2) n° 3 LIR s'insérerait dans la même logique et exigerait la continuité de l'identité de la société qui a essuyé la perte d'un point de vue économique et de la société admise au report de cette perte, l'examen de cette condition pouvant valablement faire conclure fiscalement à la création ou constitution d'une nouvelle unité économique dissociée de celle ayant subi les pertes antérieures dès lors que l'identité économique dans le chef de la personne concernée n'est pas assurée. Ainsi, en l'espèce, les changements apportés à la société ... à travers l'assemblée générale du 29 décembre 1998 auraient emporté, d'un point de vue économique et fiscal, la création d'une nouvelle entité économique enveloppée dans le « manteau » d'une ancienne entité et la société ... aurait ainsi pu exercer une nouvelle activité profitable dont les bénéfices pourraient échapper à l'imposition s'ils étaient absorbés par les pertes de l'activité antérieure. La partie étatique soutient que la jurisprudence allemande invoquée par le tribunal serait isolée et aurait provoqué l'intervention du législateur allemand à travers l'introduction d'une disposition légale en sens contraire. L'Etat conclut que la décision du bureau d'imposition de refuser le report des pertes en cause à la société ... serait « en concordance parfaite avec les

*textes et principes traditionnellement applicables en droit allemand* » et que la solution retenue par le tribunal administratif impliquerait que le report de pertes ne pourrait plus jamais être refusé même en présence d'une substitution complète des propriétaires d'une société et d'un changement fondamental de son activité, de manière à encourager des restructurations sociétaires par des constructions juridiques fictives et à ouvrir « *ainsi la porte à un grand nombre d'abus de droit non admis par le § 6 StAnpG* ».

La société ... demande la confirmation de l'analyse faite par le tribunal et de la solution par lui dégagée. Elle insiste plus particulièrement sur ce que la loi fiscale serait d'interprétation stricte, que le but de la loi serait de permettre à la personne morale de déduire des pertes antérieures, qu'en conséquence, le droit au report de pertes serait seulement conditionné par la qualité de société au sens du droit des sociétés et que la LIR, dont notamment l'article 114, ne se référerait pas à d'autres critères tenant à l'identité économique de celui qui invoque le report de pertes antérieures. Elle critique encore le délégué du gouvernement pour avoir tenté de minimiser la portée de la jurisprudence allemande citée par le tribunal et estime que cette jurisprudence démontrerait l'impossibilité pour les juges d'appliquer une interprétation sur base de critères économiques sans violer certains principes fondamentaux du droit.

Elle fait encore valoir que si son objet statutaire a certes été étendu vers l'activité d'installation de chauffages et autres, aucune activité réelle n'aurait été entamée en ce sens et que le changement d'associés en 1998 aurait impliqué des bénéficiaires économiques de la même famille, l'actionnaire de la société ... étant un membre de la famille des associés d'origine. Dans la mesure où elle aurait maintenu dans son objet statutaire et continué en fait son activité originaire de débit de boissons, elle ne saurait être qualifiée de « *coquille vide* » et le report des pertes des exercices 1995 et 1996 ne saurait être qualifié d'abus de droit.

L'article 114 LIR dispose comme suit:

« (1) *Le contribuable peut, dans les conditions définies au second alinéa, déduire à titre de dépenses spéciales, les pertes survenues au cours des exercices d'exploitation clôturés après le 31 décembre 1990 dans son entreprise commerciale (...).*

(2) *La déductibilité des reports déficitaires est subordonnée aux conditions suivantes : (...)*

3. *Seul celui qui a subi la perte peut la porter en déduction. Toutefois, en cas de transmission de l'entreprise ou de l'exploitation par succession, le successeur peut faire valoir la perte à condition qu'il ait fait l'objet d'une imposition collective avec le cédant à l'époque où la perte est survenue ».*

Il y a lieu de rappeler liminairement que le droit au report de pertes subies du chef d'exercices d'exploitation antérieurs est considéré non pas comme une mesure de faveur pour le contribuable, mais comme une mesure corrective nécessaire par rapport à l'annualité de l'impôt afin de tenir compte de la capacité contributive effective du contribuable sur une période dépassant un seul exercice d'imposition (cf. notamment projet de loi concernant l'impôt sur le revenu, commentaire des articles, doc. parl. 571<sup>4</sup>, ad art. 127, p. 232 ; TIPKE-LANG : *Steuerrecht*, 18<sup>e</sup> édit, p. 232 ; Alain STEICHEN : *Manuel de Droit fiscal*, t. 2, p. 1266 ; Jean-Pierre WINANDY : *Fiscalité et comptes annuels des entreprises*, édit. Portalis, p. 344), de manière que ce droit doit être reconnu au contribuable en principe dès lors que les conditions légales se trouvent réunies.

En disposant que « *seul celui qui a subi la perte peut la porter en déduction* », l'article 114 (2) n° 3 LIR impose, comme le tribunal l'a retenu à juste titre, une identité entre le contribuable ayant supporté économiquement la perte et celui qui invoque son report sur un exercice subséquent. Au vœu de l'article 162 (1) LIR, cette condition trouve également application aux collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités.

Or, en qualifiant dans son article 159 les sociétés de capitaux, dont les sociétés à responsabilité limitée, de contribuables passibles de l'impôt sur le revenu des collectivités, la LIR a reconnu que ces formes de sociétés se distinguent par leur structure autonome – en ce que leur activité s'exerce par le truchement de leurs organes statutaires et non pas directement par leurs associés – et par le risque entrepreneurial assumé par elles, les sociétés, à l'exclusion des associés non soumis à une responsabilité illimitée pour les dettes de l'entreprise (cf. projet de loi concernant l'impôt sur le revenu, avis du Conseil d'Etat, doc. parl. 571<sup>16</sup>, p. 106 ; Henri MICHELS : *L'impôt sur le revenu des collectivités*, Etudes Fiscales n°s 39/40, p. 7 ; Alain STEICHEN : *Manuel de Droit fiscal*, t. 2, p. 1058). Il s'ensuit que les sociétés de capitaux doivent être qualifiées de contribuables au même pied que les contribuables personnes physiques.

C'est partant à juste titre que le tribunal a décidé que c'est la société de capitaux qui est le contribuable assujéti à l'impôt, tout comme il a valablement conclu que le droit au report des pertes dans le chef d'une collectivité est uniquement conditionné par la qualité de société au sens du droit des sociétés et par l'identité juridique de la personne morale.

Quant à la question, soulevée par l'argumentation étatique, de savoir si ce critère de l'identité juridique de la société de capitaux prétendant au report de pertes antérieures doit être dédoublé d'un critère économique en ce sens que la substance de la société entrevue à la fois d'un point de vue matériel et personnel doit avoir subsisté entre le moment de la réalisation de la perte et celui de son report, c'est encore à juste titre que le tribunal a dénié l'applicabilité *de plano* d'un tel critère. En effet, applicable de la sorte, celui-ci serait constitutif d'une entorse au principe de la reconnaissance des sociétés de capitaux en tant que contribuables ainsi qu'au caractère correctif du report de pertes par rapport à l'annualité de l'impôt et ne saurait partant être appliqué à défaut d'être prévu comme tel par une disposition légale applicable en matière d'impôt sur le revenu. Or, ni la LIR, ni plus particulièrement son titre II relatif à l'impôt sur le revenu des collectivités ne comportent une disposition expresse tendant à requérir le maintien d'une identité économique dans le chef d'une société de capitaux comme condition pour pouvoir prétendre au report de pertes d'exercices antérieurs. Un tel critère ne peut non plus être déduit de l'article 162 (1) LIR *in fine*, cette disposition tendant à exclure en général l'application d'une disposition du titre I<sup>er</sup> à tous les organismes collectifs au motif que son application est dans l'intention du législateur limitée aux personnes physiques. En outre, la Cour rejoint le tribunal en son analyse qu'il ne se dégage ni du libellé de l'article 114 LIR, ni de sa *ratio legis*, les travaux parlementaires relatifs à la LIR restant en effet muets sur les conditions du report de pertes dans le chef de sociétés, que le législateur fiscal ait voulu subordonner le droit au report des pertes à l'existence d'une identité de l'entreprise d'après des critères économiques.

D'un autre côté, la Cour tient à préciser que le défaut de pouvoir appliquer *de plano*, comme découlant des dispositions spécifiques de la LIR, une condition imposant une identité économique de la société d'un point de vue matériel et personnel ne saurait avoir pour effet d'exclure d'office et en toute hypothèse une appréciation économique d'une opération concrète afin de vérifier si elle n'est pas constitutive d'un abus de droit dont l'existence devrait être admise au cas où la personnalité juridique et fiscale de la société serait utilisée aux seules fins de contourner le caractère personnel du droit au report de pertes et

l'interdiction en découlant d'une transmission desdites pertes dans le seul but d'user des pertes reportables afin d'éviter l'imposition des bénéfices afférents. Les circonstances que le report de pertes soit réclamé par une société ayant cessé dans le passé son activité antérieure et n'ayant plus disposé d'un actif social d'une valeur économique relevante, que les parts de cette société aient été cédées à de nouveaux associés et que cette société exerce ensuite une activité entièrement différente, éventuellement déjà antérieure dans le chef des nouveaux associés, et profitable doivent être qualifiées d'indices dans le sens de l'existence d'un abus de droit. Dans l'hypothèse où un tel abus de droit au sens du § 6 (1) StAnpG se trouverait vérifié, le report de pertes d'exercices antérieurs devrait être refusé conformément au § 6 (2) StAnpG.

En l'espèce, il est vrai que la société ... a subi des changements significatifs en 1998 dans la mesure où notamment l'intégralité de son capital social a été cédée à un associé unique, la société devenant ainsi une société à responsabilité limitée unipersonnelle et que son objet social a été étendu pour permettre en dehors de l'activité de l'exploitation d'une brasserie avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques celle de travaux d'installation de chauffage, de ventilation et de climatisation, tandis que les personnes en charge de la gestion de la société ont été remplacées.

D'un autre côté, la société ... a réalisé, d'après les indications des parties, un bénéfice de 533.170 LUF en 1997, un bénéfice de 228.249 LUF en 1998 et un bénéfice de 35.380 LUF en 1999, mais une perte de -372.450 LUF en l'année 2000. La société ... affirme en outre avoir en réalité continué son activité de débit de boissons et son mandataire a déclaré à l'audience qu'elle aurait certes sollicité une autorisation d'établissement pour les activités d'installations de chauffage, de ventilation et de climatisation, mais qu'elle aurait par la suite renoncé à l'exercice de ces activités. Par ailleurs, il se dégage d'un courrier du gérant de la société ... du 26 juin 2002 à l'adresse du bureau d'imposition qu'à ce moment cette société avait pour activité l'organisation de spectacles, la décoration, la formation de personnel, la gérance de cafés/restaurants, la mise à disposition de personnel et l'administration dans le secteur de la gastronomie.

Ces éléments de fait sont cependant insuffisants pour permettre à la Cour, appelée en tant que juge de la réformation à apprécier le cas d'imposition en fait et en droit, d'examiner si l'opération en cause s'analyse en un abus de droit ou non. En effet, cette appréciation présuppose la soumission d'indications concrètes et précises sur la nature et l'importance des activités de la société ... et sur la consistance de son patrimoine depuis la réalisation des pertes en cause jusque et y compris les exercices pour lesquels le report de pertes est demandé.

Dans ces circonstances, la Cour est amenée à prononcer, tous droits des parties étant par ailleurs réservés, la rupture du délibéré et à demander aux parties de lui soumettre des éléments et prises de position complémentaires suivant les modalités précisées dans le dispositif du présent arrêt.

## **PAR CES MOTIFS**

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause,

reçoit l'appel du 6 août 2009 en la forme,

au fond, avant tout autre progrès en cause, tous droits des parties étant réservés,

- demande au délégué du gouvernement de verser en cause jusqu'au 26 février 2010 le dossier fiscal de la société ... pour les années 1994 à 2000,
- demande au mandataire de la société ... de soumettre en cause les éléments suivants jusqu'au 19 mars 2010 :
  - les comptes annuels de la société ... pour les années 1994 à 2000,
  - de préciser dans un mémoire supplémentaire les activités concrètes de la société ... depuis la réalisation des pertes en cause jusque et y compris les exercices pour lesquels le report de pertes est demandé,
  - de prendre position, le cas échéant, dans le même mémoire par rapport au contenu du dossier fiscal ci-avant visé,
- accorde au délégué du gouvernement la possibilité de prendre position par rapport aux éléments précités à travers un mémoire supplémentaire à soumettre jusqu'au 9 avril 2010,

fixe l'affaire pour continuation des débats à l'audience publique du jeudi 15 avril 2010,

réserve les frais.

Ainsi délibéré et jugé par:

Francis DELAPORTE, vice-président,

Serge SCHROEDER, conseiller,

Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu à l'audience publique du 4 février 2010 au local ordinaire des audiences de la Cour par le vice-président, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. DELAPORTE